N 2485-82-3 F

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL/N°81/JAN.1981/3ff./30fb./2fs./0.70 cts. can.

POLOGNE

SEULE LA LUTTE INTERNATIONALE DU PROLETARIAT PEUT RETENIR LE BRAS DE LA REPRESSION

"Une intervention des troupes russes signifierait la fin de la détente pour de longues années" (extrait d'un communiqué de la Maison Blanche)

L'invasion de l'Afghanistan par les troupes russes n'avait pas pour but la répression des luttes ouvrières, mais la constitution d'une base stratégique et militaire face au bloc américain. Si les troupes russes intervenaient en Pologne, ce serait pour réprimer la classe ouvrière, et non pas un acte de guerre contre le bloc américain.

S'il s'agissait d'une question seulement militaire, une question qui relèverait de la guerre de positions que se livrent quotidiennement le bloc russe et le bloc occidental, l'intervention de la Russie en Pologne aurait déjà eu lieu. En déclarant qu'une intervention des troupes russes signifierait la "fin de la détente", le bloc occidental entend faire croire que la guerre que se mènent le bloc occidental et le bloc russe a des causes "idéologiques", la démocratie contre le totalitarisme, alors que les causes réelles de l'antagonisme puisent leurs sources dans l'opposition de leurs intérêts économiques , militaires et politiques. Cette manière de voir a l'avantage de permettre à la bourgeoisie du bloc occidental d'affirmer que la lutte des ouvriers polonais est spécifique et particulière aux ouvriers polonais. C'est leur contribution à l'isolement de la lutte des ouvriers polonais.

Cela n'est pas tout. La bourgeoisie du bloc occidental entend aussi faire croire qu'en période de crise, la lutte de classe est un facteur de "déstabilisation internationale" et provoque des tensions guerrières, alors que les forces qui poussent à la guerre mondiale sont le produit direct de la crise du capitalisme mondial.

Bien au contraire,la lutte des ouvriers polonais montre aujourd'hui très concrètement comment le développement de la lutte de classe est un frein à l'issue de la crise dans une troisième guerre mondiale. Elle pose concrètement la nécessité et la possibilité d'une perspective révolutionnaire et internationaliste contre le nationalisme guerrier de la bourgeoisie.

LA REPRESSION HIER ET AUJOURD'HUI

●La répression sanglante en 70/71 des luttes ouvrières en Pologne n'a jamais réussi à paralyser la classe ouvrière. Au contraire, le souvenir de cette répression, commémorée illicitement chaque année a constitué un fil entre tous les moments de la lutte et a largement contribué à les radicaliser.

Jamais oubliée, jamais cicatrisée, cette blessure n'a servi l'Etat en rien pour maintenir la classe ouvrière dans la docilité, l'acceptation passive d'une vie toujours plus dure et sombre. Durant ces dix dernières années, l'antagonisme et la rancoeur vis à vis de l'Etat n'ont fait que se renforcer, se développer et après les poussées de 76 et 79, le mouvement de ces derniers mois n'en est ressurgi que plus fort, conscient et massif, fermement décidé à gagner.

Aujourd'hui, la question de la répression des luttes ouvrières en Pologne se pose à un autre niveau qu'en 70-71, parce que la lutte elle-même est à un autre niveau et surtout parce que la situation mondiale est différente.

En 70-71 l'armée et la police de l'Etat polonais suffiront à réprimer le mouvement, aujourd'hui l'Etat polonais déstabilisé et quelque peu en déroute ne pourrait plus compter sur ses seules forces pour mener la répression. Déjà en 70-71, pour s'assurer la "fidélité" de l'armée lors des massacres organisés à Gdynia, le gouvernement a envoyé l'armée investir les chantiers la nuit, en inventant le prétexte d'une "attaque d'espions ennemis venus par la mer" ! Aussi dégueulasse que grotesque.

Aujourd'hui, seule l'armée russe pourrait assurer la répression en Pologne. De fait la question de la répression, comme celle de l'avenir de la lutte en Pologne, est une question internationale qui ne peut avoir de réponse qu'internationale. De plus avant de pouvoir répondre à la question de savoir si la Russie va intervenir militairement en Pologne, il faut au minimum avoir répondu à la question : pourquoi ne l'ont-ils pas déjà fait ?

Pour ne parler que de la répression elle-même -l'entrée éventuelle des chars russes en Pologne :

-la Pologne n'est pas l'Afghanistan, il ne s'agit pas de s'assurer une place stratégique il s'agit de réprimer la classe ouvrière en maintenant sur place pendant des mois des centaines de milliers de soldats russes. Dans cette perspective, la bourgeoisie d'Etat se souvient que, là aussi, déjà en 1970 à Gdansk, l'armée dépêchée pour assurer la répression, ti-

SUITE PAGE 4

LE RENFORCEMENT POLICIER MASQUE L'AFFAIBLISSEMENT DE L'ETAT

●Les grenouilles de la fable voulaient un roi, celles de la politique bourgeoise d'aujourd'hui, qu'elles évoluent dans les mares de droite, les étangs de gauche ou les marais du centre, sont unanimes pour coâsser à en perdre le souffle : "Nous voulons un Etat fort !". Et toutes de réclamer "plus de répression", "plus de sévérité", ou "plus de police", les plus délicates en appelant à "plus de civisme".

Mais, si toutes les forces politiques du capitalisme en appellent à un renforcement de l'Etat, c'est que celui-ci donne justement des signes croissants de faiblesse.

La force d'un Etat se mesure à son efficacité, à son aptitude à assumer pleinement la fonction pour laquelle il a surgi dans la société : garantir à celle-ci l'ordre indispensable au fonctionnement de ses rouages essentiels et en premier lieu ses rouages économiques, ordre qui dans la société d'exploitation, est toujours au bénéfice des classes exploiteuses au détriment des classes exploitées.

Lorsque ces rouages fonctionnent "normalement", c'est à dire lorsque les lois économiques du système sont un cadre adéquat au développement de la production, l'Etat est efficace dans la mesure où sa fonction se limite essentiellement à faire le gendarme contre les révoltes des exploités : la faible extension qu'il connait alors, traduit le fait qu'il garantit sans problème cette stabilité tant nécessaire aux exploiteurs.

Par contre, lorsque ces lois cessent de constituer ce cadre propice au développement économique, comme c'est le cas depuis la 1ère guerre mondiale, la tâche de l'Etat se complique de plus en plus jusqu'à devenir irréalisable. Dans une société où se déchaînent de plus en plus violemment des convulsions de tous ordres, l'Etat tend à devenir omniprésent pour colmater les brêches qui se font jour partout, pour tenter de maintenir à flot un navire qui prend eau de toutes parts. Il s'immisce alors dans le moindre rouage de la société pour l'empêcher qu'il ne se bloque, et supplée à ses défaillances. Instrument de la société à son origine, il tend de plus en plus à se substituer à elle, à se nourrir de sa substance, à l'absorber complètement. Mais son efficacité ne s'en accroît pas pour autant : à des contradictions insolubles, il ne peut apporter de solution ; ainsi, même quand il est le maître unique de l'économie, comme dans les pays de l'Est, il est bien incapable comme on peut le voir, de résoudre la crise. Omni-présent, suréquipé, sur-armé, il ne peut s'éviter cependant d'avoir de moins en moins prise sur les évènements au point d'être complètement paralysé dès qu'intervient une "catastrophe naturelle" qui apparaît surtout comme une catastrophe de la société capitaliste (voir dans ce numéro, l'article sur le tremblement de terre en Italie :"L'Etat à nu", p.5). En réalité, plus il s'étend et plus il est en fait isolé de la vie réelle de la société qu'il n'arrive plus à gouverner.

Cette coupure devient d'autant plus évidente aux yeux de tous dans la période présente, au moment où la crise s'aggrave et où les contradictions sociales s'aiguisent. Gardien officiel de l'ordre, l'Etat n'en peut mais, face à la généralisation du désordre. Cela se manifeste par la liquéfaction de

SUITE PAGE 2

SOMMAIRE

ELECTIONS EN FRANCE

voir page 2

L'AFFAIBLISSEMENT DE L'ETAT

SUITE DE LA PAGE 1

l'institution parlementaire, cette institution qui avait justement dans les pays de vieille bourgeoisie la fonction officielle de faire le lien entre la société et l'Etat. Effective depuis le début du siècle, cette liquéfaction devient aujourd'hui évidente : que les élections ne soient pas autre chose qu'un cirque, voilà qui est reconnu par un nombre croissant de membres de la société et que la candidature Coluche (cf article p.2) vient illustrer.

Ainsi, de plus en plus privé de ce qui faisait son efficacité et son assurance : la stabilité "naturelle" de l'économie et l'impact réel des illusions engendrées par ses organes "démocratiques", l'Etat se réfugie aujourd'hui de plus en plus dans le dernier recours garantissant tant sa survie que celle de la société d'exploitation: la violence physique, la répression, la terreur sans fard. Le seul ordre qu'il soit désormais capable de faire regner est celui de la caserne, de la chiourme, et des cimetières.

Voilà "l'Etat fort" que réclament tous les secteurs de la bourgeoisie, (cf article dans ce numéro :"Le quadrillage policier" p.3) : un Etat qui ne saura plus gouverner que par l'intimidation, la prison et le meurtre.

Mais cette force suprême est aussi sa faiblesse suprême. Elle dévoile à la classe révolutionnaire, le prolétariat mondial, la seule voie à suivre : l'affrontement violent avec l'Etat capitaliste en vue de sa destruction.

L'essence de l'Etat et de la société d'exploitation apparaît aujourd'hui dans toute sa nudité. A la classe ouvrière de crier:"Le Roi est nu!" et de le renverser.

F.M.

ELECTIONS

SEULS DANS LES ISOLOIRS OU UNIS DANS LA LUTTE

●Dans trois mois, ce sont les élections présidentielles. Toute la bourgeoisie de France, testant les intentions de vote à coups de sondage, sait d'ores et déjà à quoi s'en tenir. C'est avec les pieds que les gens se disposent à désigner le nouveau chef de l'Etat. Il est évident que cela est de nature à inquiéter la bourgeoisie nationale. La leçon des récentes présidentielles américaines, avec ses quasi 50% d'abstentions, a bien été reçue par elle.La bourgeoisie peut très bien s'accomoder de la défection électoraliste. Mais seulement à l'intérieur d'une certaine proportion, et surtout tant que l'esprit électoral n'est pas atteint dans son fond. Ce qui préoccupe d'autant plus la bourgeoisie française, aujourd'hui, c'est un constat précis. Elle constate que l'idée, relativement marginale hier, de traiter les élections comme un vaste cirque et un "piège à cons" est en passe de devenir l'opinion partagée par les plus grands secteurs de la population, de la classe ouvrière au premier chef.

A tel point que, lorsqu'un bouffon pétomane de cabaret comme Coluche prétend transformer le cirque des hommes politiques en une clownerie achevée, cela n'est pas méjugé par les gens. Tout à l'inverse, la démarche de l'amuseur rencontre un large mouvement de sympathie. Des candidatures de dérision à la Coluche ne sont pas chose à surprendre la bourgeoisie, juste maintenant. Elle en a connu bien d'autres, rien que dans un passé proche, depuis celle du Barbu qui fit autrefois la pige à De Gaulle, à celle traditionnelle de Dupont-Mouna, sans parler des Jobert ou autres Poujade. Au simple niveau personnel où ces candidats loufoques placent leur acte, il n'y a rien qui puisse faire craindre à la bourgeoisie pour son théatre électoral. Bien au contraire, la bourgeoisie a toujours trouvé dans ces candidatures intempestives le moyen, par jeu de contraste, de renforcer son spectacle de démocratie. Si la bourgeosie française, de MF Garaud à Marchais, fait aujourd'hui tant de cas de Coluche, c'est justement parce que Coluche n'est pas pour elle le problème. C'est que Coluche est dépassé par un phénomène dont il n'est qu'une très ponctuelle représentation. C'est que derrière Coluche ce n'est pas un simple mouvement d'humeur passager qui s'exprime,mais un sentiment profond et durable? La réalité qui est visée, c'est tout un état d'esprit, bien tangible, d'incrédulité politique de la population, de manque d'adhésion à la vie de la nation bourgeoise.

DU REJET DES ELECTIONS...

Effectivement, les élections, présidentielles ou autres, ne sont qu'un énorme cirque dans le capitalisme. Elles sont une mystification dont le fond, depuis l'origine du pouvoir bourgeois, revient à ceci : faire choisir aux exploités leurs exploiteurs, en donnant à croire que des gérants du capitalisme seraient meilleurs ou moins pires que d'autres. Que cette affirmation des révolutionnaires devienne aujourd'hui une vérité de plus en plus reconnue, c'est simplement la marque de l'aggravation de la crise du capitalisme. Nous avons toujours dit que cette crise, en s'approfondissant et en détruisant conséquemment leurs fondements matériels, ruinerait petit à petit les ressources mystificatrices de la bourgeoisie à l'égard des exploités. L'usure avancée de ces mystifications, c'est bien la réalité que nous voyons se vérifier sous nos yeux aujourd'hui, en France comme ailleurs. Le pourquoi du manque d'enthousiasme pour les élections présidentielles de 1981 est clair. Il tient à deux données directes :

-la clarté des faits bruts montre que le capitalisme n'a plus rien à offrir en matière sociale, sinon des chômeurs par millions, une austérité affameuse et une exploitation forcenée du travail. La bourgeoisie au pouvoir, de Barre en Ceyrac, l'avance ouvertement, à présent. Les ouvriers la vivent dans leur chair. Toute perspective d'amélioration matérielle et réelle est de plus en plus ressentie comme illusoire. Aujourd'hui, l'exploitation capitaliste, dépouillée de ses masques idéologiques, tend directement à être vue pour ce qu'elle est par les exploités;

-il n'y a pas de perspective de changement politique. Non seulement l'union de la gauche est morte et enterrée depuis 78, mais il est clair pour tout le monde que ni Mitterand, ni Marchais ne veulent devenir président de la République actuellement.

La bourgeoisie est parfaitement avisée du problème. Sa gauche tout en particulier, que la bourgeoisie n'a envoyé se camper si fermement dans l'opposition que pour la mettre mieux à même de faire face à la montée des luttes ouvrières. Dans le contexte de désillusionnement, la campagne électorale de la gauche, outre un objectif de pure propagande partisane de PC et PS (sans parler des gauchistes) menacés par un débordement ouvrier, se montre comme une entreprise de raccolage du meilleur esprit civique bourgeois. Dans les municipalités qu'ils gèrent, on voit le PC -ses maires- aller jusqu'à payer des primes à des agents auxiliaires pour faire inscrire les citoyens sur les listes électorales.Mais par là, l'appartenance bourgeoise de la gauche ne peut que mieux se découvrir aux yeux de ıx travailleurs désintéressés de la politique bourgeoise. La gauche use ainsi son image d'opposant radical. Elle accélère le processus général d'épuisement des mystifications bourgeoises.

... A LA LUTTE DE CLASSE

Les mises en garde de toute la bourgeoisie contre la candidature Coluche accusent surtout la réalité de son inquiétude de classe dominante. Les élections sont certainement, parmi toutes les institutions bourbourgeoises, celle qui a au plus haut degré la fonction d'assujetir la population à la marche de l'Etat. C'est pourquoi, les "présidentielles" de 1981, en montrant l'impossibilité de faire fonctionner son institution démocratique centrale comme alternateur de pouvoir, en soulignant le dégoût des gens pour le jeu politique, indique bien le problème crucial qui se pose aujourd'hui à la bourgeoisie : la non-adhésion et le détachement des exploités,de l'Etat. Elles donnent leur pleine envergure aux dimensions d'une question qui se révèle,autrement, par la désyndicalisation et une claire compréhension du vrai rôle de répression sociale du renforcement policier.

Ce dégoût de la politique bourgeoise, cet écart de l'Etat, sont des signes positifs dans la mesure où ils traduisent un affaiblissement de la domination de l'Etat bourgeois sur la population et créent un environnement favorable pour la lutte révolutionnaire du prolétariat. Cependant, l'expression de ce dégoût que donne Coluche peut être suffisante pour une petite bourgeosie révoltée, qui n'a de toutes façons pas d'autres moyens de dire son mécontentement que par des pets contestataires et anarchistes. Ce ne peut être assez pour le prolétariat qui, lui, doit jouer son rôle de transformation révolutionnaire de la société. Voter, même en rotant de dérision, comme y invite Coluche, c'est encore rester sur le terrain de la bourgeoisie. Dans ce sens, et même à son corps défendant, peut être, la démarche de Coluche est à la limite utilisable par la bourgeoisie pour empêcher les gens de concevoir un autre terrain que celui des élections. Au moins pour gagner du temps. La classe ouvrière, elle, doit construire sa force sociale. Et cela,ce n'est pas dans les isoloirs électoraux de la bourgeoisie qu'elle peut le faire. Là, elle n'est qu'une masse de citoyens atomisés qui, même désillusionnée sur la politique bourgeoise, est perméable à son idéologie. Sa force sociale, c'est une question de conscience pour la classe ouvrière, et sa conscience est un problème de pratique. Sa pratique naturelle, c'est la lutte collective contre les atteintes capitalistes. Sa force sociale, ce n'est pas autour des urnes bourgeoises que le prolétariat en trame le tissu, mais sur le terrain où, pour soulever le talon de fer capitaliste, il est obligé d'organiser sa lutte, d'en discuter collectivement les moyens et les buts, et de les mettre consciemment en pratique. Sur ce terrain,seul,les ouvriers deviennent une force entreprenante, agissant comme une humanité vraiment maitresse d'elle-même. Il sont une classe. Ils sont la classe de l'avenir.

Les années qui viennent verront des affrontements décisifs entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. Déjà, la lutte du prolétariat polonais en dessine la voie; la révolution peut en découler. Mais les ouvriers ne sauraient se dire que l'Etat s'écroulera de lui-même, mais sous l'attaque unie et consciente de la classe ouvrière mondiale. En tout cas, il ne tombera pas du fait d'un éclat de rire. Au bout de la lutte ouvrière peut s'ouvrir la perspective du communisme, mais au bout de l'Etat, de ses élections, de ses partis, c'est la guerre que la bourgeoisie prépare.

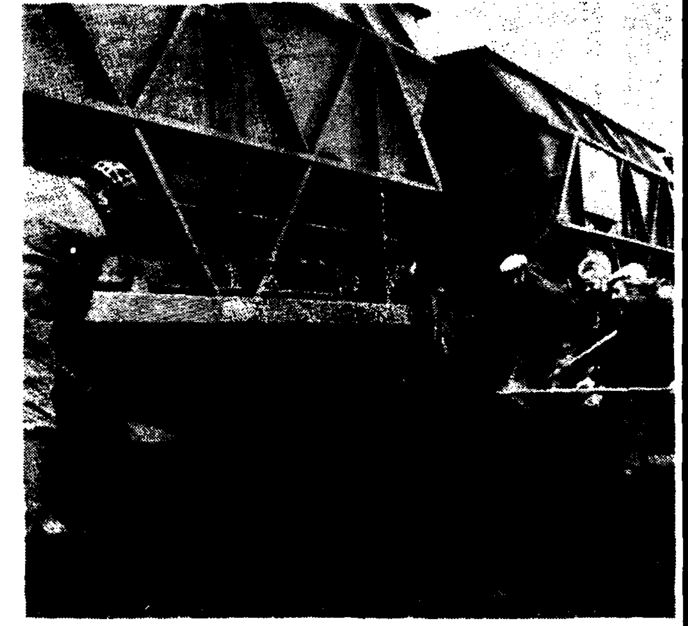
M.x.

le nationalisme contre la classe ouvrière

LA CGT DEFEND LA FRANCE, "SOLIDARITE" DEFEND LA POLOGNE. A CHACUN SA VOIE NATIONALISTE.

SI LES OUVRIERS FACE A LA CRISE, DEVELOPPENT COMME LE VOUDRAIT LA BOURGEOISIE, DE DROITE OU DE GAUCHE, UNE TELLE ATTITUDE DE DEFENSE DE L'ECONOMIE NATIONALE ET DE LA PATRIE, ILS N'ABOUTIRONT QU'A S'ENTRETUER POUR RIEN.

LES OUVRIERS N'ONT PAS A PRENDRE PARTI DANS LA GUERRE ECONOMIQUE QUE SE LIVRENT LES NATIONS. L'AVENIR DU MOUVEMENT OUVRIER, SA FORCE FONDAMENTALE, RESIDE DANS SA CAPACITE A AFFIRMER SA SOLIDARITE, A UNIFIER LES LUTTES PAR DELA ET CONTRE LES FRONTIERES.



Des militants CGT,"pour protester contre les menaces qui pèsent sur le bassin houiller Albi-Carmaux",déversent le chargement de charbon polonais d'un train de 30 wagons.

REPRESSION

LE QUADRILLAGE POLICIER


MANIFESTATION SPONTANEE DES IMMIGRES A MARSEILLE CONTRE LA POLICE, APRES LE MEURTRE D'UN JEUNE PAR UN FLIC.

UNE REACTION A LA PRESSION POLICIERE QUI TEND A DEVENIR DE PLUS EN PLUS FREQUENTE.

●Un renforcement de la police pour protéger les citoyens, une réforme judiciaire pour assurer la "sécurité" des biens et la "liberté" des personnes.

Bref, un Etat démocratique qui ne renforcerait ses pouvoirs que pour mieux défendre les citoyens et garantir leur bien-être.

C'est le mensonge grossier au nom duquel on tente de faire accepter une police qui devient omniprésente, les quadrillages, les rondes, les contrôles, les fouilles de véhicules, les perquisitions à domicile. Désormais nous aurons des contrôles d'identité en tous lieux, et n'importe quand : c'est l'une des mesures de cette loi Peyrefitte récemment votée. Les autres volets sont dans la même lignée : augmentation de la garde à vue, facilitation des procédures de flagrants délits et de la détention arbitraire, extension de tous les pouvoirs de la justice. C'est, de façon à peine voilée, une loi conçue délibérément pour donner toute lattitude d'action à la bourgeoisie dans la répression des troubles sociaux.

Voilà la seule façon de comprendre cette accélération des mesures policières et judiciaires : la loi Peyrefitte, tout comme l'instauration d'un flicage permanent qui envahit toutes les mailles de la vie sociale, les moindres aspects de notre vie quotidienne, n'ont pas d'autre but que d'affronter ceux qui se rebellent contre le chômage et l'austérité. Le terroriste ou le délinquant qu'on nous agite sous le nez, à grands renforts de médias, pour créer une psychose de peur et justifier ainsi à nos yeux ce déploiement répressif, n'est que pure propagande; et une propagande qui doit s'accentuer d'autant plus que la vérité commence à faire surface; cette image d'une bonne police qui vole au secours des citoyens passe de plus en plus mal, comme le montrent certains faits récents.

A Marseille, le meurtre par un CRS lors d'un contrôle d'identité d'un jeune du ghetto immigré des "flammands" a immédiatement provoqué une manifestation spontanée des femmes et enfants de la cité aux cris de "CRS SS", "à bas les poulets", "flics assassins", un mouvement que la gauche a tenté de récupérer en appelant le soir du même jour à une manifestation.

A Créteil, dans la "cité arabe", la police a dû affronter une cinquantaine de personnes venues à la rescousse, quand elle a voulu embarquer un jeune de la cité.

A Dombasle, village ouvrier construit autour de la seule usine du coin, les habitants refusent toute coopération avec la police à la recherche du meurtrier d'un enfant de la cité : peur des "loubards" qui écument la région, comme le répète la presse ? Peut-être en partie. Mais, plus sûrement, absence totale de confiance dans ces forces "de sécurité" qui ne sont fortes qu'à faire régner l'insécurité.

QUELLE INSECURITE ?

L'insécurité, en effet, on la connait dans toutes ces cités ouvrières. Mais quelle insécurité ? Lors d'un sondage publié dans la presse bourgeoise interrogeant les gens sur ce qu'ils entendaient par insécurité, la majorité a répondu : la crainte du chômage. S'il peut y avoir dans les cités de HLM un sentiment d'insécurité liée à la crainte des loubards, des vols de voiture ou des agressions, ce n'est certes pas la préoccupation dominante quand on subit tous les jours les provocations des quadrillages policiers, les brimades des flics, les provocations de leurs injures racistes, les contrôles de voitures et contrôles d'identité, quand on vit dans la crainte permanente de perdre son travail, dans la crainte de ne pouvoir finir le mois, de ne pouvoir renouveller sa carte de séjour, dans la peur continuelle des saisies ou des expulsions hors de son logement ou hors de France. Dans ces conditions, il devient déjà évident, et il le deviendra de plus en plus, que l'ennemi à combattre ce ne sont pas les loubards mais les "provocateurs" de cette misère, le capitalisme avec son Etat et sa police qui engendrent insécurité et terreur. Il deviendra de plus en plus évident que, contrairement aux mensonges de la bourgeoisie, il n'y a aucune solidarité à avoir avec elle au nom de l'intérêt national, de la défense de la propriété privée ; et que face à elle, les ouvriers sont bien plus solidaires du loubard qui ne possède rien, unis par une même révolte contre une vie où l'on crève de misère et d'ennui, même si la révolte des loubards se perd dans des délits ou agressions au lieu de s'attaquer à la vraie cible.

Mais il doit être clair aux ouvriers qui se laissent encore prendre à cette propagande justifiant la terreur policière, que ce sont bien eux les "délinquants" que visent le renforcement policier. Ce n'est certes pas un hasard si c'est en priorité dans les cités ou sévit le plus le chômage et dans les concentrations immigrées, c'est à dire là où les risques d'explosions sociales sont les plus forts, que se multiplient les rondes policières. La criminalité qu'engendre la misère y est peut-être plus importante qu'ailleurs, mais la supercherie d'une soi-disant lutte contre elle, apparait quand on apprend, du ministère de l'intérieur lui même, que "A l'occasion d'opérations "coup de poing" déclenchées à la suite de grandes affaires criminelles, hormis les défauts de cartes grises ou de titres de séjour, aucun délinquant n'avait été arrêté". (Le Monde du 22/10)

La bourgeoisie elle même le reconnait : c'est bien de chasse aux immigrés sans carte de séjour qu'il s'agit, c'est eux qu'on expulse ou qu'on ratonne lors de ces opérations policières, comme cela a été encore le cas récemment à Lyon, où c'est tout un quartier d'immigrés qui a été encerclé et passé au crible.

LA GAUCHE ARME LE BRAS DE LA REPRESSION

Et il doit être encore plus clair que ces expulsions se mènent avec la bénédiction de la gauche. Car c'est, comme d'habitude, par ses fractions de gauche, PS et PC, grâce à leurs discours contre le racisme, les inégalités et les violences policières, que la bourgeoisie tente de nous faire accepter ce que nous n'accepterions jamais venant uniquement de la droite : l'idée que la police est, ou peut être, au service de la population, vouée à la défense de ses intérêts.

Ce sont eux pourtant qui mènent une campagne odieuse contre les immigrés. En assimilant délinquance et concentration immigrée, ils indiquent à la droite et gouvernement qu'elle dirige, l'ennemi à frapper . Lors du meurtre de Houari Ben Mohamed à Marseille, le PC déclarait à propos des ghettos immigrés : "cette situation peut engendrer la violence, la délinquance et créer un climat d'insécurité utilisé par le régime. Et bien, nous communistes, nous ne l'acceptons pas" (La Marseillaise le 22/10/80). Oui, le PC, en bon gestionnaire capitaliste n'accepte pas la "délinquance" ouvrière : la révolte de de classe et, par suite, il est le plus zélé propagandiste de la campagne sur l'insécurité, il est celui qui réclame une police efficace :"il faut davantages de commissariats, mieux aménagés et mieux répartis. La pratique de l'îlotage doit être étendue et les gardiens et les gardiennes de la paix connus des gens, liés à la vie locale, doivent être chargés de la prévention des délits et de la sécurité" (Déclaration du Bureau Politique du PCF, le 2 décembre).

A Marseille, ce n'est pas seulement la droite qui a tué Lahouari Ben Mohamed : le CRS qui l'a tué faisait partie de ces patrouilles réclamées par les deux syndicats de locataires, celui du PS et celui du PC.

A Ivry, en Seine St Denis, à Gennevilliers et dans toutes les municipalités PC, c'est le PC lui-même qui fait appel à la police pour procéder aux expulsions.

Pour l'instant, ces premières attaques policières restent surtout localisées aux fractions les plus vulnérables de la classe ouvrière, à celles qu'on peut le plus facilement isoler du reste de la classe en les désignant comme les responsables du chômage et de la crise. Là encore, c'est le PC qui mène l'offensive la plus dangereuse, sous son radicalisme de façade, en y allant de toute sa politique nationaliste et raciste pour diviser les rangs de la classe ouvrière et préparer ainsi le terrain à des expulsions sans histoire, sans manifestations de solidarité.

Mais il doit être clair à tous les ouvriers que ce ne sont que les premières vagues d'une répression qui va tomber sur l'ensemble de la classe, dès qu'elle relèvera la tête et que c'est à cet effet que consciemment la bourgeoisie accumule son arsenal de guerre civile.

N'ayons aucune illusion sur la nature de sa police et de sa justice, ne renforçons pas ses armes du poids de nos illusions. C'est en ayant la conscience la plus claire de quels sont nos ennemis, l'Etat capitaliste et ceux qui le protègent, police, droite, gauche et syndicats, que nous pourrons les affronter le plus efficacement.

G.N.

Souvenez vous de Mustapha !

●Ouvriers, camarades, vous souvenez vous de Mustapha, l'un des copains de Kader, ce jeune, ce chômeur, fils d'ouvrier immigré abattu par un gardien d'immeuble dans une cité HLM en mars 1980 (1)!

Mustapha avait participé au rassemblement de prolétaires, jeunes, vieux, français et immigrés, chômeurs et actifs, qui étaient venus spontanément de plusieurs cités HLM de la banlieue parisienne manifester leur solidarité à la famille de Kader, et mettre en accusation non pas celui qui avait donné la mort, mais les vrais responsables de ce crime : la bourgeoisie et son système.

Mustapha était de ceux qui ce jour là s'insurgèrent contre les réponses apportées à ce meurtre par les municipalités PC et la CGT qui, en bon défenseurs de l'ordre capitaliste, en diviseurs patentés des rangs prolétariens, réclamaient la construction d'un nouveau commissariat à Vitry, le développement de l'îlotage des quartiers ouvriers par la police, au nom "de la défense de la sécurité de la classe ouvrière française".

Mustapha avait été un des copains de Kader invités par la télévision gouvernementale pour décrire en long, en large et en travers, les conditions de vie. de misère, de violence et de racisme dans lesquelles les ouvriers immigrés et leurs enfants évoluent. Et ceci, évidemment, non pas dans le but de provoquer une réaction de colère de la part du "bon peuple de France", mais bien de l'inciter à la passivité en lui montrant quelle chance il avait de ne pas être dans la même situation que les immigrés, à bénir ce système et cet Etat qui, certes, l'exploitent et l'oppriment, mais lui épargnent les conditions de vie intolérables imposées aux secteurs les plus défavorisés de la population. La bourgeoisie s'est fait une spécialité de ce genre de méthodes : on étale la misère extrême de certains (immigrés, habitants du tiers-monde) pour que les autres oublient leur propre misère et se sentent "privilégiés", "nantis" comme dit l'ineffable Barre.

Mais cette fois son coup avait manqué. Mustapha n'était pas tombé dans le piège qu'on lui tendait à lui et à ses copains. Pur produit d'une classe universellement exploitée et opprimée qui recommence à se battre et à se percevoir en tant que classe dans tous le les pays du monde, il avait par des mots simples, sans fioritures, malgré les crocs en jambe qui lui faisaient les journalistes, expliqué la division de la société en classes aux intérêts inconciliables. Il avait mis à nu la fonction de la presse bourgeoise des flics, de la justice, des prisons. Il avait montré comment la bourgeoisie entretient délibérément le racisme que son système engendre pour diviser les rangs des prolétaires. Il avait dénoncé les secteurs de gauche de la bourgeoisie pour ce qu'ils sont : un ensemble d'organes de mystification des ouvriers, de défense de la société d'exploitation. Il avait montré la nécessité et la possibilité de l'unité des ouvriers par delà les divisions, et la nécessité de mettre un terme par la violence de classe au règne de la bourgeoisie.

Au moment où la bourgeoisie, consciente de la nécessité de porter son attaque contre les conditions de vie de la classe ouvrière à un niveau supérieur, consciente du renouveau de la combativité ouvrière et de l'usure de ses organes de mystification en milieu ouvrier, s'efforçait tout à la fois de redorer le blason de ces organes, de renforcer son appareil d'intimidation et de répression et de désigner aux prolétaires français les travailleurs immigrés comme les responsables du chômage, des mauvaises conditions de logement et scolarisation; les déclarations de Mustapha à la télévision retentissaient comme autant de dénonciations de tous ses efforts. La bourgeoisie ne pouvait pas ne pas tenter de réagir.

Aussi, ouvriers, camarades, si vous vous souvenez de Mustapha, ou même si vous venez seulement d'apprendre son existence et le mérite qu'il eut, sachez que la réaction de la bourgeoisie n'a pas tardé !

Dans les jours qui ont suivi le passage de Mustapha et de ses copains à la télévision, la réponse bourgeoise est venue ; aussi nette et aussi claire qu'un coup de matraque de CRS sur la tête d'un ouvrier en lutte. Elle est venue sous la forme d'une intensification du quadrillage des cités de banlieue où les flics multiplient les brimades, les vexations de tous ordres à l'égard des jeunes et des immigrés avant d'étendre cette répression à tous les prolétaires. Elle est venue sous cette forme, mais pas seulement ! Car bientôt les murs des HLM se sont couverts d'affiches du PC, reproduisant le portrait de Mustapha, avec en-dessous la légende suivante : "C'est Giscard qui vous parle !" (sic). Puis le PCF et son syndicat de locataires, la CNL -ceux-là même qui redoublent d'efforts aujourd'hui pour obtenir par des pétitions, des manifestations, des lettres aux offices de HLM, aux préfets, l'expulsion des familles de travailleurs immigrés "pour loger des familles de travailleurs français" (2)- ont fait des pieds et des mains pour obtenir que la famille de Mustapha soit expulsée de la cité.

Et ils y sont parvenus !

Apprenez donc cela, ouvriers, camarades ! Et lorsque l'un ou l'autre des organes de gauche de la bourgeoisie viendront vous trouver pour vous demander encore de leur accorder votre confiance, pour défendre vos intérêts, pour organiser, diriger vos luttes, souvenez-vous des déclarations de Mustapha, souvenez-vous de la crapulerie qu'ils lui ont faite, à lui et à sa famille et donc à vous mêmes !

Faites la sourde oreille ! Battez-vous par et pour vous-mêmes, hors d'eux et contre eux, comme ont su le faire les ouvriers de Pologne ! Et s'ils s'obstinent et vous menacent, criez-leur à la face, en renforçant vos rangs et vos assemblées : "Souvenez-vous de Mustapha !"

L.L.

(1) Voir notre article dans R.I n°72
(2) Voir l'article "Le racisme colle à la peau de toute la bourgeoisie", R.I n° 80, décembre 1980.

SEULE L'INTERNATIONALISATION...

SUITE DE LA PAGE 1

rait en l'air malgré les ordres. Seules, la police et la milice mitraillèrent sans merci la foule des ouvriers. Et le souvenir des ouvriers montant sur les chars pour discuter avec les soldats doit être toujours présent à la mémoire de la bourgeoisie.

Pour ce qui est des répercussions et des conséquences internationales d'une telle répression :

- Dans le bloc de l'Est pour commencer : déjà pas brillante il y a dix ans, la situation économique dans les pays "du grand mensonge" devient catastrophique. Les problèmes de ravitaillement, de pénurie de tout, qui ont provoqué le mouvement de grève en Pologne sont généraux à tous les pays de l'Est et provoquent des grèves en Hongrie, en Roumanie, en Tchécoslovaquie, et en Russie, et l'exemple des ouvriers polonais ne peut que pousser les ouvriers des pays de l'Est à suivre le même chemin, à généraliser et à unifier leurs luttes.

"La situation économique et politique s'est considérablement dégradée dans le pays (la Russie). A l'automne dernier il y a eu des conférences secrètes de responsables régionaux du parti où il a été expliqué qu'il fallait se préparer à une aggravation de la situation économique. Des détachements spéciaux de la milice ont donc été créées dans les grandes concentrations ouvrières comme le Donbass, l'Oural et la région de Moscou. Ils se préparent depuis longtemps à affronter le mécontentement très profond qui existe dans les différentes couches de la population".
(Interview de Vladimir Borissov, "Non, la classe ouvrière soviétique n'est pas passive." "L'Alternative",N°7,p.61)

Ce qui inquiète aujourd'hui les bourgeoisies d'Etat du bloc de l'Est, c'est bien sûr qu'une de leurs positions militaires et stratégiques soit affaiblie mais ce qui est dominant depuis le début de la lutte des ouvriers polonais, c'est que celle-ci, par son caractère exemplaire, annonce et joue un rôle d'amorce à des mouvements ouvriers similaires dans tous les pays de l'Est. Comme tous les correspondants de journaux des pays de l'Est le rapportent (même si c'est discrètement), tous les ouvriers qui le peuvent suivent de très près la lutte des ouvriers polonais malgré le black-out de des informations par les autorités, en écoutant les radios occidentales.

- Dans les pays occidentaux, après les premières vagues de luttes ouvrières dans le monde entre 68 et 70, contre les premiers effets de la crise économique mondiale, l'illusion que cette crise était passagère, l'illusion que les "programmes de relance" allaient l'enrayer et ouvrir une nouvelle perspective, était générale, et les yeux de la classe ouvrière internationale ne se tournèrent pas vers la Pologne, la répression sanglante des grèves ouvrières de 70-71 ne provoqua nulle part de mouvement de solidarité. Aujourd'hui, la situation est totalement différente, tous les yeux sont tournés vers la Pologne, car la lutte des ouvriers polonais est une réponse autre que la guerre à la crise que tout le monde vit, parce que les ouvriers polonais montrent que la classe ouvrière est une force sociale déterminante capable d'imposer son point de vue, parce que la lutte des ouvriers brise en mille morceaux le mensonge du "socialisme" dans les pays de l'Est et éveille leur pensée à une autre alternative que capitalisme d'Etat ou capitalisme privé, parce que ceux qu'on présente comme nos ennemis se battent pour la vie, comme partout.

Les crédits immenses que les pays occidentaux se sont empressés d'accorder à l'Etat polonais pour que celui-ci ne s'effondre pas prouvent que, comme pour les Etats du bloc de l'Est, la préoccupation fondamentale des Etats occidentaux n'est pas une question militaire et stratégique, mais bien que la lutte des ouvriers polonais ne s'étende pas internationalement.

LES TENTATIVES DE CONTRE-OFFENSIVE DE LA BOURGEOISIE

Le dernier épisode marquant de la lutte des ouvriers polonais, la mobilisation générale pour faire libérer deux ouvriers de Solidarité de Varsovie et la remise en cause de la justice, de la police et de l'armée qui l'a accompagnée a montré que les ouvriers polonais étaient allés le plus loin possible dans le cadre des frontières polonaises. Aller plus loin à ce moment-là signifiait remettre totalement en cause le pouvoir d'Etat et pousser celui-ci à s'effondrer. Malgré toutes les conséquences internationales que cela provoquerait, la Russie ne peut se permettre de laisser l'Etat polonais s'effondrer et dans ce cas-là, serait contrainte d'intervenir militairement.

Que ce soit du point de vue de la lutte, comme du point de vue de la répression, toutes les questions se rejoignent dans la question internationale.

C'est de cette situation que la bourgeoisie mondiale tire profit pour mener une contre-offensive contre les ouvriers polonais, non parce que ceux-ci auraient reculé, mais parce que de leur propre force, ils ne peuvent aller plus loin et dégager une perspective internationaliste. Cette contre-offensive se résume à redonner quelque force à l'Etat polonais, à le forcer au moins à adopter une attitude homogène, à agiter très sérieusement la menace d'une intervention des troupes russes, et surtout à isoler les ouvriers polonais des ouvriers du reste du monde. Pour la mener, la bourgeoisie mondiale se partage le travail :

- La bourgeoisie russe contraint le parti polonais à un peu plus d'homogénéité (Plénum du P.O.U.P), les pays occidentaux renflouent l'etat polonais.
- La bourgeoisie russe amasse ses tanks à la frontière polonaise, la bourgeoisie occidentale orchestre l'intimidation non seulement en occident, mais surtout en direction des pays de l'Est :

"Un fait ici, une rumeur là -, mais surtout, surtout, cet énorme fracas de bottes répercuté de Washington par les radios occidentales avec un peu plus de force chaque heure". (Le Monde 10/12)

- Et tous, y compris Walesa (voir l'article dans ce numéro) matraquent en Pologne et ailleurs que la question est une question polonaise qui doit se régler en Pologne, *"patriotiquement, dans l'union et l'unité nationale".*

Aujourd'hui, les ouvriers polonais ne peuvent aller plus loin, ni recommencer ce qu'ils ont déjà fait. Même si la capacité de mobilisation reste toujours aussi grande, ils ne peuvent que conserver les positions gagnées contre l'Etat. Combien de temps ? Cela non plus ne dépend pas d'eux, mais là aussi de la classe ouvrière internationale.

Prénat

TREMBLEMENT DE TERRE EN ITALIE

L'ETAT A NU

"7 millions de personnes frappées, 300 000 sans-abri dans la pluie et la neige, des dizaines de milliers de morts... Cela comptera-t-il pour rien d'autre qu'un coup du destin?" (Le Monde, le 2-12-80)

LA MARQUE QU'A LAISSEE LE TREMBLEMENT DE TERRE QUI A SECOUE L'ITALIE FIN NOVEMBRE N'EST PAS CELLE DE LA FATALITE ET DE LA SOUMISSION. CE QU'IL A LAISSE, C'EST UNE COLERE IMMENSE ET LE DOUTE PROFOND SUR L'ETAT ET L'ORGANISATION SOCIALE. ON N'OUBLIERA PAS DE SITOT L'INEXISTENCE DE L'ETAT APRES LA CATASTROPHE. UN ETAT SI PROMPT A LA REPRESSION, MAIS INAPTE AU SECOURS.

●"Ils attendaient des groupes électrogènes, des moyens techniques, ils ont vu arriver une bande de jeunes de 18 ans, sans expérience ", avait dit un soldat envoyé sur place.

La chose est quotidienne dans le monde capitaliste, où 2/3 de l'humanité crève de faim. Mais cette fois il s'agit d'un des pays industrialisés d'Europe, où le contraste est encore plus direct entre le développement des moyens pour produire et la pénurie matérielle à laquelle restent soumis les hommes. C'est dans la sixième puissance industrielle du bloc occidental qu'on a pu voir cette vision d'enfer : pendant trois jours, des gens mouraient lentement emprisonnés sous les décombres, tandis que des milliers de volontaires accourus déambulaient désorganisés, sans aucun moye matériel. On manquait de lampes de poche, d'eau potable, de tentes, on creusait à main nue pour déterrer les survivants. "Nous voudrions voir un peu moins de ministres, et un peu plus de couvertures",disaient les sinistrés.

Des milliers de gens soudain privés de tout écoutaient, la rage au ventre, sous la pluie ou la neige, les discours du gouvernement à la télévision: "des mesures exceptionnelles ont été prises...". La méfiance était telle que les gens acheminaient eux-mêmes leurs dons jusqu'aux sinistrés, de peur que les collectes ne soient détournées, même par l'Etat.

POUR UNE BONNE PARTIE DE LA POPULATION DE L'ITALIE, LA "FATALITE" A EU CETTE FOIS UN RESPONSABLE : L'ETAT.

L'Etat gère un système dont les calculs ne peuvent tenir en compte la suppression de la misère humaine sous toutes ses formes. Il n'est pas structuré pour cela. La "sécurité des citoyens", ce n'est pas, pour l'Etat capitaliste, la sécurité face à la nature, aux famines,aux massacres et aux destructions que le système engendre. La "sécurité", c'est uniquement par rapport à ce qui menace le système luimême. LA POLICE N'EST VRAIMENT ADAPTEE QU'A LA REPRESSION, ET L'ARMEE QU'A LA GUERRE. On peut envoyer une navette spatiale pour contrôler le mouvement des satellites militaires, mais on n'a aucune possibilité d'accéder à un village de montagne quand les routes sont coupées!!! En cas d'émeute, les forces de répression peuvent intervenir en masse en quelques heures, n'importe où, mais, en cas de tremblement de terre, "les circuits téléphoniques sont encombrés..."

Dans les années 30, un tel tremblement de terre aurait été l'occasion d'une "vaste solidarité nationale". A une population écrasée, soumise à la logique de la guerre et de la crise comme à un mal inéluctable, tout paraît irrémédiable. Aujourd'hui, la "solidarité nationale" a eu un grand exclu : l'Etat national. Loin d'un resserrement des attaches entre exploiteurs et exploités, la "catastrophe" a mis en question l'Etat. Et au-delà de lui, ce qui s'est manifesté, c'est une opposition à SES CRITERES.

La logique de se serrer la ceinture pour éviter l'effondrement de ce système pourri, et de n'aboutir en fin de compte qu'à une nouvelle guerre mondiale, la soumission à cette barbarie quotidienne, tout cela passe de plus en plus mal. Et si l'Etat ne peut plus apparaitre comme UTILE à autre chose qu'à la guerre et à la répression, c'est la porte ouverte au "désordre". C'est cette "couverture" d'utilité qui a été fortement ébranlée en Italie.

Selon un scénario qui n'étonne plus personne, un nouvel "enlèvement des brigades rouges" a eu lieu 15 jours après la catastrophe, histoire de montrer que l'Etat sert à "éviter de dangereux excès", même s'il faut qu'il les provoque pour mieux montrer son caractère de "gardien de l'ordre". A Bologne, l'explosion de la gare n'était déjà pas passée. C'est le gouvernement qui était au banc des accusés. Mais, à défaut d'autre chose, l'Etat continue à agiter les fantômes de la "terreur", sans s'apercevoir que c'est lui-même qui apparaît comme le principal artisan de cette "terreur sans fin" que fait régner le capitalisme en décomposition.

Devant une telle débâcle, le PC a usé de tout son talent pour offrir une "alternative" dans le même cadre vermoulu. Il s'agit pour les staliniens en Italie de "rationaliser", comme si on pouvait rationaliser un Etat dont la conduite est étrangère à toute raison dictée par les besoins humains. On a pu voir que la différence entre "l'opposition rationnelle" et le gouvernement a été très subtile : le PC a demandé un jour de salaire à tous les travailleurs en faveur des sinistrés; le gouvernement a baissé les salaires de 3% pour "faire face." A Naples, des dizaines de milliers de logements ont été lézardés et toute une partie de la population ne peut, ni retourner chez elle, ni même au travail. Le maire PC n'a rien trouvé d'autre à dire que :" au travail, sinon vous aurez un autre tremblement de terre, social celui-là."

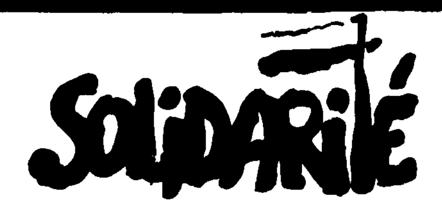
Certes, la situation économique, déjà peu brillante avant la catastrophe, n'a pas été arrangée par celle-ci : "une année d'impôts" s'est volatilisée, et l'appareil productif détruit ne sera pas reconstruit de sitôt, s'il l'est un jour. Les gens à qui l'on propose de les "replacer dans le Nord" savent que là-bas aussi, le chomage étend ses ravages. Fiat de Turin vient de mettre 23 000 ouvriers au "chômage" soi-disant pour trois ans , et dans tous les secteurs industriels, les licenciements se multiplient. Et cela va rapidement empirer dans les mois qui viennent...

Les "sacrifices"que la population et surtout les ouvriers ont consentis depuis plusieurs années sous les injonctions de tous les partis et syndicats, PC en tête, et la menace du chômage et de la police omniprésente dans tous les centres industriels "pour lutter contre le terrorisme", tous ces sacrifices n'ont abouti qu'à l'annonce de ..."nouveaux sacrifices".

Dans toute cette situation, mûrissent les éléments de l'"incontrôlable", d'une révolte ouverte contre la "raison d'Etat". C'est ainsi que se développent les conditions qui rendront possible la réalisation de ce que les révolutionnaires annonçaient dès le siècle dernier :

"LA SOCIETE, QUI REORGANISERA LA PRODUCTION SUR LA BASE D'UNE ASSOCIATION LIBRE ET EGALITAIRE DE TOUS LES PRODUCTEURS, RELEGUERA TOUTE LA MACHINE DE L'ETAT LA OU SERA DORENAVANT SA PLACE : AU MUSEE DES ANTIQUITES, A COTE DU ROUET ET DE LA HACHE DE BRONZE." (Engels, "L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat").

D.N.



AVEC L'ETAT CAPITALISTE

EN AUCUN CAS, ON NE PEUT JUGER LES GENS D'APRES CE QU'ILS DISENT D'EUX-MÊMES ET CE QU'ILS DISENT FAIRE, MAIS SUR CE QU'ILS FONT PRATIQUEMENT.

CE QUE DIT LE SYNDICAT

●*"Pour dire les choses comme elles sont, nous avions le sentiment depuis deux bons mois que le pouvoir était, d'une certaine façon, dépassé par les événements, et qu'il fallait que le syndicat, fort du soutien populaire dont il bénéficie, prenne en compte la réalité des difficultés économiques et en explique les conséquences. Le mouvement revendicatif qui s'est développé depuis l'été... a pris dans ces conditions une ampleur qui aurait pu largement dépasser le cadre des accords de Gdansk et qui pouvait laisser penser au pouvoir que la crise prenait une dimension autre que sociale. En dehors même de cet aspect inquiétant du problème, les augmentations de salaires ne pouvaient être - l'économie ne disposant d'aucune réserve- qu'illusoires. Ces deux considérations ont poussé le syndicat à prendre une décision en partie contradictoire avec sa raison d'être : ARRETER TOUTES LES ACTIONS REVENDICATIVES ET CHERCHER A ETABLIR UN PROGRAMME SOCIAL QUI PRENNE EN COMPTE LES DONNEES DE LA CRISE ECONOMIQUE. C'est dans cette phase que nous sommes entrés depuis la mi-novembre déjà."* (Extrait de l'entretien avec un expert-conseiller de "Solidarité", publié dans "Le Monde" du 17-12-80).

Mais le discours de "Solidarité", si crû soit-il aujourd'hui, ne serait plus opérant s'il ne parvenait pas à travestir encore la réalité. Et ce qu'il cache est ceci : une telle activité n'est pas une phase "momentanée" que traverserait le syndicat depuis "la mi-novembre". Cette activité n'est nullement "en partie contradictoire avec sa raison d'être". ELLE EST SA RAISON D'ETRE. Depuis ses débuts, l'attitude du syndicat n'a pas varié. Elle a toujours constitué un barrage directement élevé contre les luttes ouvrières.

Ainsi, c'est à travers son attitude dans le déroulement même des luttes ouvrières que l'on peut juger de l'activité du nouvel appareil syndical "Solidarité".

CE QU'IL FAIT

Rappelons les faits : dans ses luttes en juillet-août, à partir de revendications alimentaires face à la pénurie, la classe ouvrière a été rapidement amenée à s'organiser de manière autonome en assemblées générales souveraines, nommant et contrôlant de façon permanente, les membres révocables des comités de grève aux délibérations publiques par voie de hauts parleurs et organes exécutifs des décisions de l'assemblée.

Une des revendications majeures mises en avant dans les assemblées était la dissolution du carcan que constituaient les syndicats officiels, ces milices de l'Etat dans les usines, dont la tâche dominante était la surveillance des quotas de production des ouvriers. A l'intérieur du mouvement et des MKS s'exprimaient des positions diverses comme celle des militants de l'opposition pro-occidentale du KOR et aussi celle des partisans d'un "syndicalisme libre". Cette dernière idée a connu un rapide succès d'audience dans les assemblées, car ce que voyaient les ouvriers dans le "syndicalisme libre" n'était pas une activité syndicale dont ils n'avaient que faire dans l'épanouissement de leur lutte, mais la proclamation de liberté à l'égard du pouvoir. C'est dans ces conditions que les Walesa et consorts sont parvenus à placer comme première revendication la constitution de "nouveaux syndicats libres et indépendants". Mais en acceptant le principe de nouveaux syndicats, les ouvriers laissaient se créer une brèche qui signifiait l'acceptation d'une délégation de pouvoir à une minorité agissante, la création d'une structure hiérarchisée qui les privait de leur force essentielle. De publique, la négociation entre le MKS et l'Etat qui aboutit aux accords de Gdansk de fin août devint secrète et échappa au contrôle de l'assemblée générale pour devenir une affaire de "spécialistes de la conciliation."

Ces "spécialistes", à l'image de Walesa, sont passés rapidement d'un langage combatif tant qu'existait la pression directe et le contrôle de l'assemblée générale à des discours de plus en plus "responsables".

Tandis que le syndicat "libre" se constituait et ouvrait les portes de son siège à 5km du Chantier Lénine de Gdansk, début septembre, il obtint la reprise du travail avec, à la clé, un accroissement de la productivité "pour réparer le mal causé par la grève", dans une ambiance houleuse et malgré l'hostilité manifestée par plus d'un tiers des ouvriers. L'appareil syndical se structure avec des permanents dont les appointements sont fixés environ à 1/3 au-dessus du salaire moyen des ouvriers, des "experts-conseillers" syndicaux s'implantent dans les usines. En 3 mois, "Solidarité" aura absorbé officiellement plus de 60% des cadres du parti et de l'effectif des structures syndicales traditionnelles.

Dès le mois de septembre, les nouveaux dirigeants syndicaux s'opposent directement aux grèves et à leur extension. Les discours définissent déjà clairement le rôle que ces syndicats entendent jouer. Un des experts-conseillers déclare dans un entretien au "Matin de Paris" :"Il va falloir que nous nous appliquions à redonner des forces à ce gouvernement sinon à lui fournir un programme pour éviter qu'il ne s'effondre." (19-09-80)

Ils se placent déjà résolument du point de vue de la défense de l'économie nationale et de la patrie, tandis que vis-à-vis des ouvriers, ils réclament la délégation de pouvoir : les structures syndicales arrachent peu à peu le contrôle aux assemblées générales, sans toutefois parvenir à les empêcher. Durant tout le mois de septembre, les grèves revendicatives se multiplient, s'étendent aux mines de Silésie, aux centres textiles de la région de Lodz, à Varsovie et sa région, à celle de Cracovie, se généralisant à tous les secteurs jusqu'aux employés des ministères et aux ouvriers agricoles.

Tandis que les nouveaux syndicats s'offrent comme organes négociateurs avec les autorités, usine par usine, secteur par secteur, ville par ville, et que, substituant au contenu matériel des revendications le problème de la reconnaissance locale du syndicat, ils parviennent tant bien que mal à faire reprendre le travail, une fois les luttes isolées, sous de vagues promesses d'augmentations salariales, les ouvriers se battent pour conserver leur pouvoir collectif et s'orientent de plus en plus résolument vers une remise en cause générale du pouvoir d'Etat : les cheminots de Varsovie, les postiers, les hospitaliers de Gdansk qui occupent la préfecture, les ouvriers des sucreries qui, en opposition directe avec la direction syndicale, occupent une maison de la culture près de Gdansk.

Des mines de Silésie à Radom, les dirigeants de "Solidarité" parcourent en tous sens le pays pour lancer des appels au calme, et souvent, conspués, parviennent difficilement à éteindre les conflits et à faire reprendre le travail. Comme le note l'envoyé spécial du "Monde", l'autorité morale de Walesa qui, de "prestigieux Robin des Bois, tend à devenir pompier volant" s'affaiblit notablement -tandis que les rencontres-surprise des chefs syndicaux avec le vice-premier ministre Jagielski ou avec le ministre de la Justice se multiplient "dans une ambiance de cordialité". L'adhésion au nouveau syndicat fait l'objet d'un battage intense. Syndicats et gouvernements tentent de polariser l'attention générale autour de l'enregistrement des statuts du syndicat et tentent de dévoyer les luttes sur le terrain légal et juridique. Mais pas plus la question légale que la constitution de l'appareil syndical ne sont le problème réel des ouvriers, eux dont la réponse aux appels du parti, de Gierek à Kania, était:"Leurs discours, on les connait". Ce qu'ils refusent, c'est la soumission à l'autorité de l'Etat, c'est de reconnaître "le rôle dirigeant du parti sur l'ensemble de la vie sociale". Face aux compromis syndicaux, ils menacent même de repartir en grève à Gdansk, et de reconstituer un MKS. L'impression générale jamais démentie est:"le gouvernement se moque de nous." La question des statuts est largement débordée et l'opposition à l'Etat, polarisée par exemple par l'arrestation d'un syndicaliste coupable de recel de documents confidentiels d'Etat sur les manoeuvres répressives se traduit par toute une remise en question de ses organes institués : la justice, la police, l'armée, les cadres locaux du pouvoir comme à Czestochowa, à Bielsko-Biala, près de la frontière tchécoslovaque ou à Olsztyn. Devant cette menace de mobilisation générale, les syndicats s'affolent et multiplient les démarches secrètes auprès du gouvernement.

A plusieurs reprises (24 octobre, 10 novembre, 27 novembre) des compromis sont trouvés in extrémis. Les dirigeants de "Solidarité" sont contraints d'intensifier leurs appels au calme au nom de "l'intérêt national et de la patrie" : "Nous sommes prêts à participer à l'alliance de la sagesse, de la pondération et de la responsabilité nationale.", "Il faut s'abstenir de nouvelles revendications tant que le gouvernement n'aura pas formulé un programme réaliste et cohérent. Cette attitude est motivée par la nécessité de permettre la stabilisation de l'économie." Derrière ce respect des limites économiques qu'ils mettent sans cesse en avant, il y a une des pires illusions : que les ouvriers auraient une part à prendre dans la gestion de l'économie nationale, où l'exploité lutterait sans remettre en cause son exploitation, ni la patrie, ni la religion, ni aucune institution alors que dans la réalité les ouvriers sont contraints de remettre en cause le fonctionnement global de l'Etat et de l'ensemble de la société.

CE QUE CELA SIGNIFIE

Dès la fin du plénum du Comité Central, face à la menace d'une intervention russe, "Solidarité" prône ouvertement l'union nationale : "Notre pays a besoin de calme et ceux qui soulèvent la panique servent mal la Pologne où il y va de l'intérêt suprême : le sort de la nation", "notre patrie a besoin de la coopération de tous les polonais et nous nous opposerons à toutes les tentatives contraires à cette coopération." L'intégration totale du "syndicat libre" au corps de l'Etat ne saurait être plus clairement démontrée. Ces appels, ces mises en garde SONT le point de vue de l'Etat. Il n'y a pas de conciliation possible : tout ce qui se fait "au sein de l'intérêt de la nation et de la patrie", s'effectue sur le dos de la classe ouvrière, toute délégation de pouvoir sans contrôle à un appareil devient institution d'Etat.

Aujourd'hui, la lutte des ouvriers polonais fait trembler la bourgeoisie russe elle-même, contrainte d'entreprendre un ravalement grossier de son appareil d'encadrement à travers une campagne "pour la moralisation des syndicats" face au risque de contagion; aujourd'hui où les ouvriers en Pologne sont devant la nécessité vitale de trouver une extension du mouvement au-delà de leurs frontières, ils trouvent devant eux un Walesa qui tente de leur masquer la portée internationale de leur lutte, qui leur parle de "sauver la nation" et leur déclare comme lors de l'inauguration du monument commémorant les massacres de la Baltique en décembre 70 : "on n'a pas le droit d'entreprendre quoi que ce soit pouvant nuire aux intérêts de la patrie".

La vie de la classe ouvrière, c'est le terrain international de ses luttes, et c'est le contrôle de ses organes de lutte. Il n'y a que deux points de vue possibles dans cette société : national ou international, celui du pouvoir d'Etat ou celui du pouvoir des ouvriers. Partout, quel que ce soit le degré d'illusions qu'il est capable de semer, l'appareil syndical est contraint d'exercer la même fonction aussi bien dans l'Etat que vis-à-vis du prolétariat. Quelle que soit l'image qu'ils puissent offrir -ce n'est pas parce que les dirigeants d'un syndicat "libre" comme le SMOT en URSS, aujourd'hui, sont pourchassés et persécutés, font figure de victimes que le "syndicalisme libre" pourrait prendre en URSS une orientation différente de celle de la Pologne, qu'il adopte un langage radical pour mieux contenir la pression ouvrière ou qu'il prône ouvertement "les sacrifices nécessaires pour les travailleurs face aux réalités de l'économie nationale", tout syndicat met en oeuvre toujours et partout la même pratique qui s'oppose directement -en cela un Walesa n'est pas différent d'un Séguy ou d'un Maire- non seulement aux intérêts mais aux pratiques mêmes de la classe ouvrière en lutte.

A l'est comme à l'ouest, toute forme syndicale ne peut jamais correspondre à l'expression du mouvement ouvrier, mais toujours au besoin de la classe bourgeoise de freiner ce mouvement qui la menace.

Y.D.

LA REVENDICATION D'UN MONUMENT A LA MEMOIRE DES OUVRIERS FAUCHES PAR LA REPRESSION EN 70 A ETE PRESENTE DES LE DEBUT DES GREVES OUVRIERES. PAR LA, LES OUVRIERS S'AFFIRMAIENT COMME UNE CLASSE OU L'ESPRIT DE SOLIDARITE DOMINE ET QU'ON NE PEUT MITRAILLER IMPUNEMENT.

ET CELA RESTE AUJOURD'HUI UNE REALITE DONT L'ETAT POLONAIS NE PEUT PAS NE PAS TENIR COMPTE, MEME SI AU TRAVERS DU "CEREMONIAL D'INAUGURATION", LA BOURGEOISIE A COMPLETEMENT DENATURE L'ESPRIT QUI ANIMAIT CETTE REVENDICATION OUVRIERE.

CE N'EST PAS UN HASARD SI C'EST JUSTE APRES LA FORTE MENACE D'INTERVENTION DES TROUPES RUSSES QUE LA BOURGEOISIE, SYNDICATS, GOUVERNEMENT, EGLISE CONFONDUS, S'EST PERMIS DE DETOURNER A SON PROPRE COMPTE CETTE REVENDICATION OUVRIERE EN FAISANT DE L'INAUGURATION DU MONUMENT UNE MANIFESTATION NATIONALISTE, RELIGIEUSE ET D'UNION NATIONALE.

A NOS LECTEURS

DANS LA PERIODE ACTUELLE, LES ELEMENTS REVOLUTIONNAIRES SUBISSENT ENCORE, D'UNE FACON OU D'UNE AUTRE, LA SITUATION DIFFICILE DE L'ISOLEMENT ET DE LA DISPERSION.

NOUS VOUDRIONS QUE NOTRE JOURNAL SOIT UN DES MOYENS POUR DEPASSER CELLE-CI, D'UNE DISCUSSION PLUS VIVANTE.

A NOS LECTEURS, A TOUTE PERSONNE INTERESSEE PAR LA POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE, NOUS LEUR DEMANDONS DE NOUS ENVOYER LEURS REMARQUES, LEURS CRITIQUES, LEURS SUGGESTIONS.

ECRIRE : B.P. 581, 75 027 PARIS CEDEX 01.

CHINE : LE GRAND BOND EN AVANT... DANS LA MISERE

●Le monde entier a pu suivre sur le petit écran, le procès de la "bande des quatre". Ainsi l'ont voulu les nouveaux dirigeants chinois. Mais les organisateurs du spectacle ont fait un "bide", en Chine comme ailleurs, cela n'a pas fait recette. Les procès staliniens ne mystifient plus personne.

Une clique en remplace une autre... et s'empresse de mettre toutes les difficultés économiques et politiques sur le dos de la mauvaise gestion de l'équipe précédente. La "démaoïsation" aujourd'hui c'est le point d'orgue provisoire de la lutte d'influence entre les diverses fractions de la bourgeoisie, qui relie toute l'histoire de la "République Populaire de Chine". Une lutte dans laquelle la question qui est posée est quelle fraction, quelle politique est la mieux adaptée pour mener à bien l'exploitation et l'expansion du capital.

LA MODERNISATION

C'est l'accélération de la"modernisation"de la Chine qui est à l'ordre du jour. Pas dans le but d'améliorer le sort des travailleurs bien sûr. C'est la crise mondiale du capitalisme qui l'éxige.

Partout en Chine, la bourgeoisie tente d'augmenter les cadences, utilisant à la place du catéchisme maoïste, les syndicats, l'autogestion à la Tito, et d'autres mystifications pour faire avaler la pilule.

Zhao Ziyang, le nouveau premier ministre chinois a déjà expérimenté dans sa province, le Sichuan, des réformes économiques et sociales qui seront étendues à toute la Chine. C'est lui qui a trouvé cette "idée géniale" du système régressif des allocations familiales, afin de limiter les naissances. Et c'est lui aussi qui, le premier, a rétabli les primes de rendement (L'Expansion du 2/10).

Ces mesures, ajoutées au projet de révision de la constitution, à la refonte de la fiscalité, à l'adoption de nouvelles mesures législatives ont un but commun : faire jouer encore plus librement les lois du capitalisme. C'est le vrai sens de toute la politique chinoise. Cela est aussi illustré par l'adhésion de la Chine au FMI et à la banque mondiale, et sa volonté de favoriser l'implantation d'entreprises étrangères chez elle.

L'AUSTERITE GRANDISSANTE

Le réajustement du plan en 1978 n'a pas suffit. Les chiffres sont éloquents. En effet, la Chine connait un déficit budgétaire de 17 milliards de yuans (environ 40 milliards de francs), sans précédent dans ce pays ; une dette extérieure de 14 milliards de francs ; une inflation en 79 proche de 6%.

C'est un nouveau plan décennal qui est proposé pour la période 81-90. Le Monde du 2/09/80 dit à son propos : "l'économie chinoise entre tous freins serrés dans la décennie 80".

Voici les chiffres les plus significatifs :

- 5% seulement au lieu de 10% d'accroissement de la production industrielle et agricole.
- même production d'acier en 81 qu'en qu'en 79,
- même production de pétrole, de charbon, une augmentation prévue de seulement 4% pour l'électricité.
- seule la bicyclette échappe à l'austérité (le double par rapport à 1977; mais 15 millions de bicyclettes pour un milliard de chinois).

On ne peut être plus clair, c'est bien la mise en place d'un programme d'austérité draconien. Crise du logement à Pekin, chômage, difficultés d'approvisionnement, la famine pour 100 millions de personnes, voilà la réalité chinoise aujourd'hui.

Au temps de Mao, c'était l'exode obligatoire des jeunes vers les campagnes. Maintenant ils reviennent dans leur ville et grossissent le nombre déjà impressionnant des chômeurs.

Le marché noir a toujours existé, mais aujourd'hui il se développe et on peut même dire que c'est le seul secteur économique en expansion.

LA NON ADHESION DE LA CLASSE OUVRIERE

En 1979, la classe ouvrière s'est dressée, en combattant sur son propre terrain, contre les visées guerrières de sa bourgeoisie. Newsweek décrivait des manifestations et des meetings contre la guerre ayant eu lieu dans plusieurs grandes villes. Dans RI n°60, d'avril 79, nous avons pu écrire : "Une offensive qui n'est pas dirigée contre les frères de classe vietnamiens, derrière l'étendard national, mais une offensive dirigée contre la bourgeoisie contre la guerre, et ses préparatifs."

En 80, des manifestations de chômeurs, des arrêts de travail ont lieu ici ou là. A Hangzou, le 27 aout 1980, toute une foule pour des raisons inconnues a attaqué et occupé un commissariat de police depuis l'après-midi jusqu'au milieu de la nuit. (Le Monde, 24 septembre 1980).

La classe ouvrière chinoise a dit non à la guerre sino-vietnamienne et dit non aujourd'hui à un programme d'austérité qui ne fait qu'apporter toujours plus de misère.

On dit qu'en Chine la jeunesse souffre d'une "crise de confiance" avec le régime, or deux chinois sur trois ont moins de 30 ans aujourd'hui.

B.R.

SOLIDARITE

COMMUNIQUE DU P.C.I.

L'organisation révolutionnaire "Parti Communiste International" nous a demandé de publier le communiqué qui suit. Nous nous associons à la dénonciation faite par le PCI, de la répression qui frappe les révolutionnaires en Algérie.

■

Des informations de source algérienne ont récemment annoncé que 7 personnes accusées d'avoir été en contact avec notre organisation allaient être jugées par le Tribunal militaire de Blida pour "atteinte à la sûreté de l'Etat" et "complot" (voir "Le Monde" du 27 novembre, ainsi que "Libération" du 3 décembre).

Le gouvernement algérien ne craint pas de se ridiculiser en qualifiant de complot contre la sûreté de l'Etat, la possession par une poignée de jeunes lecteurs de quelques journaux et revues dont la plupart étaient librement vendues en Algérie à l'époque des arrestations. On pourrait se contenter d'en sourire si des inculpés n'étaient depuis plus de deux ans au secret entre les mains de la Sécurité militaire algérienne, si l'un d'entre eux au moins n'avait été torturé au point de devoir être hospitalisé, et si on ne s'apprêtait maintenant à les faire lourdement condamner par un "tribunal militaire" siégeant à la sauvette. Tel est le prix, en Algérie, du délit de lectures et d'opinions marxistes et internationalistes -car c'est bien d'un délit de lecture et d'opinion qu'il s'agit. Ou bien alors, s'il s'agit d'autre chose, que le gouvernement algérien le prouve en organisant un procès public avec la participation de défenseurs et d'observateurs étrangers. Nous l'en défions.

Parti Communiste International

Paris, le 5 Décembre 1980.

LES DIFFICILES RUPTURES AVEC LE GAUCHISME

LE CONGRES DE TRIBUNE

●Le mouvement gauchiste est un mouvement instable par définition, déchiré qu'il est entre ses prétentions révolutionnaires et sa défense d'une politique bourgeoise, qui elle, est bien réelle. Politique bourgeoise faite entièrement de travail syndical, de participation aux cirques électoraux, de soutien aux organisations de gauche, de soutien à la guerre impérialiste au travers des luttes dites "de libération nationale"...avec bien sûr le mode d'organisation qui correspond à ce travail et à ces activités politiques, mode d'organisation qui reproduit exactement les schémas de la société bourgeoise.

De ce fait donc, l'histoire du gauchisme est continuellement rythmée par une hémorragie très importante de militants, et ponctuée par toute une série de ruptures ou plutôt de TENTATIVES de ruptures.

Il est toujours difficile de rompre avec son passé, particulièrement quand il s'agit de rompre avec un passé de militant d'une organisation gauchiste à laquelle on a consacré beaucoup de sa vie, de ses espoirs. Difficile de rompre non seulement avec des positions politiques, mais surtout avec une façon de penser, de réagir, de poser les questions, toute une vision du monde qui sous-tend ces positions. Et cette difficulté est encore renforcée quand il s'agit de la rupture de tout un groupe de militants. Un groupe qui doit justifier son existence comme groupe et ne trouve comme point commun que l'origine de ses militants, qui ne se définit que par rapport à l'organisation contre-révolutionnaire qu'il quitte.

Il en est ainsi de Tribune , qui vient d'une rupture en 1979 d'avec la LCR (trotskyste), après avoir fait partie de la tendance B, constituée lors du Congrès de 1977, puis de la tendance 2, pour le congrès de 79.

A l'ordre du jour du premier"Congrès" de "Tribune" qui vient de se tenir, il y avait :

-le bilan d'activité et les thèses politiques;

-les thèses organisationnelles:

-les thèses économiques et politiques;

-le vote, les résolutions et les interventions des organisations invitées (une bonne partie du milieu révolutionnaire : RI, le FOR, la GCI, le PIC, le cercle marxiste de Rouen, ainsi que des organisations qui tentent aussi de rompre avec le gauchisme : l'Eveil, Combat Communiste.)

Le désir "d'arrêter le provisoire et de se mettre à construire" a traversé le Congrès. Ainsi, nous avons pu constater que la majorité des membres de Tribune ont été grisés par la rapide évolution du groupe et qu'ils étaient quelque peu perdus.

Nous avons noté trois réactions à ce phénomène :

-une première réaction, minoritaire, que nous caractériserons de "la peur du vide", s'est manifestée. Des militants ont présenté un document qui présentait la perspective d'un "travail de boîte" en relation avec Combat Communiste. Ce groupe va rompre avec Tribune à la fin du Congrès en se plaçant sur le terrain classique de l'usinisme trotskyste;

-une réaction qui ne voulait pas cristalliser trop rapidement l'évolution du groupe. Un militant se fit le porte-parole de cette réaction en disant que "le groupe avait évolué si vite qu'il était difficile d'écrire des textes car les certitudes d'un jour étaient déjà dépassées le lendemain." En conséquence, il était contre l'établissement d'une structure organisationnelle trop rigide;

-une troisième réaction a désiré organiser le groupe sur des positions plus précises avec une direction, une plateforme politique et un organe de presse. Cette tendance était représentée, grossièrement, par les "dirigeants" du groupe.

A la fin des deux jours, nous avons salué la rupture de Tribune, il y a 2 ans, d'avec la contre-révolution trotskyste, en soulignant que, pour nous, le groupe n'a pas progressé depuis plus d'un an et qu'il est resté prisonnier de la confusion gauchiste.

Comme illustration de la difficulté de rompre avec le gauchisme, nous avons retracé les évolutions des groupes qui avaient rompu avec le trotskysme au cours des dernières années:

- Celle du découragement individuel et de la dispersion.

-Celle d'Union Communiste qui s'est rapidement tournée vers le modernisme, le rejet de la classe ouvrière, et qui a disparu;

-Celle de Combat Communiste qui, malgré ses tentatives, reste attaché au cordon ombilical du gauchisme (1). Dans chacune de ces orientations que prennent presque invariablement tous les groupes qui tentent de rompre avec le gauchisme, soit le modernisme, soit le retour aux organisations gauchistes ou tout simplement la déroute et les découragements, on retrouve toujours une position commune, le manque total de clarté sur la nature des organisations gauchistes qu'ils viennent de quitter. D'une certaine manière ils se comportent tous vis-à-vis des organisations gauchistes comme les organisations gauchistes se comportent vis à vis de la gauche parlementaire, staliniens ou sociaux-démocrates.

Cette réalité montre à elle seule la difficulté d'une rupture totale et irréversible que rencontrent les groupes qui viennent des organisations gauchistes.

C'est pour que les militants de Tribune poussent leur rupture avec le gauchisme le plus loin possible que nous les avons appelés à l'occasion de ce congrès à se pencher sur les positions des groupes révolutionnaires des années 20, à voir comment et pourquoi ils avaient rompu avec la 3ème Internationale, comment celle-ci avait dégénéré, à tirer un bilan des ruptures avec le gauchisme effectuées avant la leur et aussi à discuter des positions des organisations révolutionnaires.

Avant de vouloir se doter d'une plateforme politique et des structures d'une organisation révolutionnaire, il reste à ces militants à faire leur propre bilan et à savoir où il en sont dans leur rupture avec le gauchisme.

Ce n'est d'ailleurs pas étonnant si au cours du congrès, toutes les organisations présentes ont été frappées par le manque de discussion politique. Au cours de la discussion sur "la situation économique et politique", ce fut dramatique, car il n'y eut aucun débat sérieux. En effet, il semble qu'aucun militant de Tribune ne comprenait l'importance d'une telle discussion pour l'intervention d'une organisation révolutionnaire, et surtout que le manque d'homogénéité et de clarté politique rendait impossible toute clarification sur la situation actuelle et des possibilités d'intervention dans la lutte de classe.

NOTE :

(1) Voir les articles à propos de la rupture de Combat Communiste et Union Ouvière d'avec LO, dans les "Révolution Internationale" N° 13 et 14, sous forme revue.

Réunions publiques et publications du C.C.I.

AIX-EN-PROVENCE

Permanence: le 21/01/81, de 18h à 19h Cafe "La Madeleine", place des Prêcheurs

BORDEAUX

Réunion publique : le 24/01/81, à 17h, au Café Victor Hugo,52, cours Victor Hugo, sur le thème :"Partis de gauche et syndicats : un renouveau de radicalisme contre la classe ouvrière".

Permanence : le 9 janvier et le 6 février 81, de 18h30 à 19h30, même adresse.

CLERMONT-FERRAND

Réunion publique : le 23 janvier à 20h30, l'adresse sera annoncée par voie d'affiches, sur le thème : "Quelles perspectives pour les luttes ouvrières?"

Permanence : le 17 janvier de 14h à 15h30, Bar Galaxie, rue Fontgiève.

Contacts avec les diffuseurs, au marché St Pierre, le 17 janvier de 11h à 12h.

DIJON

Réunion publique : le 24 janvier, à 16h MJC Maladière, rue Balzac , sur le thème : "Quelles perspectives sociales en France dans l'approfondissement de la crise".

Permanence: le 29 janvier, de 18h à 19h, Pavillon St Bernard, Campus Montmuzard (facs).
Vente au marché (centre-ville), les samedi 10 et 24 janvier de 10h à 11h30.

LILLE

Réunion publique : le 17 janvier à 14h30, au 23, rue Gosselet, sur le thème : "Le Front Populaire ou le mensonge de l'anti-fascisme".
Permanence : les 7 et 21 janvier, de 18h à 20h , même adresse.
Vente au marché de Wazemmes, le 11 janvier, de 10h30 à 12h.

LYON

Réunion publique : le 23 janvier à 21h, 3, rue Diderot (1er), sur le thème : "Pour l'unification des luttes du prolétariat mondial".
Permanence : le 28 janvier, à 18h, même adresse.

MARSEILLE

Réunion publique: le 9 janvier à 21h 205, rue Ste Cécile, 13005 Marseille, sur le thème : "L'internationalisme prolétarien, premier besoin des ouvriers polonais".
Permanence : le 23 janvier, de 18h à 19h, Bar "Les Danaïdes" (Canebière) 13001.

NANTES

Réunion publique : le 17 janvier, à 17h Centre social des Bourderies, Nantes-Chantenay, sur le thème : "L'internationalisme prolétarien, premier besoin des ouvriers polonais".
Permanence : le 28 janvier à 20h30, bar de l'Hotel de Ville (Chantenay.)
Vente au marché de la Petite Hollande , le 2ème samedi du mois, de 10h30 à 11h30.

PARIS

ATTENTION : LES REUNIONS PUBLIQUES A PARIS SE TIENDRONT A PARTIR DU MOIS DE JANVIER, LE SAMEDI ET NON PLUS LE VENDREDI SOIR.

Réunion publique : le samedi 17 janvier, à 17h , au 27 avenue de Choisy, Paris 13ème (salle verte, 1er étage), sur le thème : "Ce que nous enseignent les luttes ouvrières en Pologne sur les tâches des révolutionnaires."
Prochaine réunion publique: le samedi 7 février, sur les élections.
Permanences : tous les vendredis, sauf la veille de la réunion publique, à 19h même adresse (salle orange).

ROUEN

Réunion publique : le samedi 24 janvier à 14h30, à la Halle-aux-Toiles,sur le thème : "La révolution sera internationale ou ne sera pas".
Permanence : le 14 février , à 14h30, même adresse.

SAINT-ETIENNE

Réunion publique : le 10 janvier à 14h30, au foyer populaire de Vilbenoîte, 17, rue des Teinturiers, sur le thème : "Quelles perspectives pour les luttes ouvrières ?".

ST.NAZAIRE

Réunion publique : le samedi 24 janvier à 17h, Foyer des Jeunes Travailleurs, sur le thème : "L'internationalisme prolétarien, premier besoin des ouvriers polonais".
Vente au marché, le 2ème dimanche du mois, de 10h30 à 11h30.

TOULOUSE

Réunion publique : le 23 janvier à 21h Cité universitaire de l'Arsenal, bâtiment C, sur le thème :"Partis de gauche et syndicats : un renouveau de radicalisme contre la classe ouvrière".
Permanence : tous les vendredis soirs, sauf celui de la réunion publique, à 18h30, Bar "Le Colbert", avenue St Exupéry (Pont des Demoiselles).
Vente au marché aux légumes sur le boulevard de Strasbourg (près place Jeanne d'Arc) les 2ème et 4ème dimanches de chaque mois, et au marché aux Puces (St Sernin) les mêmes jours de 11h à 13h.

TOURS

Réunion publique : le 24 janvier, à 17h centre paroissial St Paul, sur le thème : "L'internationalisme prolétarien, premier besoin des ouvriers polonais".

VALENCIENNES

Vente au marché du Centre , le 10 janvier, de 10h30 à 12h.

Directeur de Publication : D.Van Celst
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

Accion Proletaria

Ecrire à l'adresse comme suit :
(sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)

Internacionalismo

Apartado 20674
Caracas 1020-A
(Venezuela)

Internationalism

PO Box 961
Manhattan Station
365,West 125 St;
New York, N.Y. 10027 (USA)

Internationalisme

BP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

Internationell Revolution

Ecrire à l'adresse comme suit :
IR
BOX 21 106, 10031 Stockholm-Suède.

Rivoluzione Internazionale

CP 469
80100 Napoli (Italie)

Wereld Revolutie

Postbus 11 549
1001 GM AMSTERDAM

Weltrevolution

Ecrire à l'adresse comme suit sans autre mention :
Postfach 410308
5000 Köln 41

World Revolution

Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
LONDON WC 1 N, 3 XX

Collections de R.I.
Des collections du journal "Révolution Internationale" sont disponibles :
Du n°22 au n°46 : 30 F

REVUE INTERNATIONALE N° 24

- POLOGNE :
  - Perspectives de la lutte
  - Rôle des révolutionnaires
- La question paysanne
- La question syndicale après 1920

ABONNEMENTS

Abonnements couplés
12 numéros du journal et
4 numéros de la Revue Internationale

France	Etranger	Par avion
60 F	80 F	100 F

Abonnements simples

France	Etranger	Par avion
40 F	50 F	70 F

Abonnements et versements à :
R.I. CCP 2023302 X Paris.

Révolution Internationale

Nouvelle adresse postale :
Indiquer impérativement :
RI
BP 581
75 027 Paris Cedex 01

Le souffle des luttes bouscule les groupes politiques

●Le formidable mouvement qui ébranle depuis maintenant plus de six mois la Pologne, tend à susciter l'intérêt grandissant de l'ensemble du prolétariat et des révolutionnaires en son sein. Intérêt reflétant le caractère mondial de la lutte de nos frères de classe polonais. Cependant, cet intérêt, chez ceux qui devraient, en principe, être les plus aptes à saisir toute l'importance de cette lutte, les révolutionnaires, reste largement obscurci par les scories des défaites du prolétariat.

Ainsi, le Parti Communiste International, présent à notre réunion publique à Nantes, s'il tend à reconnaître l'importance de ce qui se déroule en Pologne, par des changements de position, ses analyses contradictoires, montre son désarroi face à un mouvement qui n'arrive pas à cadrer avec son analyse classique. L'absence manifeste du parti révolutionnaire en Pologne, l'oblige ainsi, comme dans cette réunion, à reconnaître qu'*"il peut y avoir des actions révolutionnaires sans le parti"*.Soit, mieux vaut tard que jamais, serait-on tenté de dire, si le PCI essayant de recoller les morceaux, ne se laissait aller dans une tirade sur *"la nécessité en Pologne comme ailleurs de l'associationisme ouvrier fécondé par le parti"*. Si, comme le notait un participant au débat, le PCI veut, à travers tout ce galimatias nous rappeler la nécessité de préparer les luttes, tout le monde peut être d'accord, et les ouvriers n'ont pas besoin du parti pour saisir ce besoin élémentaire. Non,le problème est ailleurs, à savoir la conception selon laquelle cette préparation est assumée par le parti en créant des "embryons d'organes de défense immédiate" avant les luttes. La lutte en Pologne infirme totalement une telle vision, ce n'est ni le parti, ni une quelconque direction, de type KOR ou autre, qui a préparé ce gigantesque mouvement. Mais c'est la classe elle-même à travers dix années d'expérience de luttes, qui a su créer ces liens indispensables en se dotant des seuls organes aptes à les établir, les comités de coordination secrètés par les assemblées ouvrières souveraines. Contrairement au vieux schéma social-démocrate repris par le PCI, la Pologne nous montre à une vaste échelle comment la lutte crée l'organisation et non l'inverse !!

Autre exemple des scories du passé, à cette réunion, le scepticisme à l'égard du mouvement. Scepticisme amenant même à dire que ce qui a empêché jusqu'à qu'à présent l'intervention russe, ce n'était ni la force du prolétariat en Pologne, ni le risque de contagion, mais les réactions du bloc US face à une intervention. Une telle aberration, qui est une capitulation complète devant un des thèmes favoris agités par la propagande des bourgeoisies occidentales, au moment où la bourgeoisie mondiale nous montre son unité face au prolétariat polonais,n'est que la conséquence logique d'une attitude tendant à prendre pour de "l'esprit critique", ce qui n'est que le scepticisme propre à la petite-bourgeoisie, et pour de la "reflexion" ce qui n'est qu'empirisme le plus plat. Ainsi on ne saisit que les phénomènes, syndicats libres, religion, sans voir la dynamique d'ensemble. Car, comme le soulignait un autre élément présent, lorsque les ouvriers continuent à faire grève, malgré les injonctions des Walesa et Cie, appelant à respecter l'économie nationale, ils remettent en cause dans les faits le nationalisme. Le problème n'est pas de nier les faiblesses, mais de voir si elles constituent le trait dominant et comment elles pourraient être dépassées. Ainsi la première nécessité de la lutte est plus que jamais en Pologne comme ailleurs, l'internationalisme prolétarien, qui comme la solidarité de classe,n'est ni un idéal, ni un souhait, mais la pratique même du prolétariat.

Le souffle qui nous vient de Pologne ébranle les doutes, les certitudes héritées du poids de la contre-révolution; aux révolutionnaires de savoir se laisser pénétrer par ce souffle, sous peine de ne pouvoir jouer aucun rôle positif dans la gigantesque vague d'affrontements qu'annoncent les ouvriers polonais.

Quand le P.C.I. lèche les bottes de Lutte Ouvrière

●Le forum que le CCI tenait à la fête de "Lutte ouvrière" de Lille portait sur la dénonciation de la nature bourgeoise du PCF. De façon plus nette que la plupart des groupes trotskystes en France, L.O s'est alignée derrière la stratégie de "radicalisation" du P.C.F et a été amenée à affiner encore un peu plus son double langage qui consiste à tenter d'être plus à gauche que les staliniens tout en évitant de les dénoncer clairement. Face aux atermoiements et aux attitudes ambiguës de L.O, on aurait pu s'attendre à ce que les membres du Parti Communiste International, présents au forum, se retrouvent, non pas à soutenir le C.C.I, mais au moins à tenter de dénoncer clairement les prétentions de L.O à vouloir se présenter comme une organisation révolutionnaire. Malgré une bonne dénonciation du suivisme de L.O à l'égard du P.C.F, les bordiguistes présents ont (devant un public de sympathisants de L.O) tenu à souligner leurs convergences avec L.O, un groupe bourgeois!, sur le plan des méthodes d'intervention (syndicalisme, bulletins de boîte, etc), et à se désolidariser prioritairement du C.C.I !

Le P.C.I se trompe lourdement s'il pense renforcer le milieu révolutionnaire et le prolétariat avec de telles interventions opportunistes et si grossièrement démagogiques ! Admettre que L.O combat "à un certain niveau" les staliniens comme l'a dit oralement un des bordiguistes est une infâmie destinée à flatter les militants de L.O et témoigne d'une capitulation incroyable! A plusieurs reprises, l'attitude politique des bordiguistes a montré leur indigence totale face à un groupe comme L.O qui sait manier les phrases "dures" et surtout un sectarisme imbécile à l'égard des autres groupes prolétariens qui favorise les manoeuvres et les mensonges des trotskystes !

On ne peut pas à la fois dénoncer clairement le rôle contre-révolutionnaire des trotskystes, comme le fait le P.C.I dans certains articles et avoir de tels "glissements" : signature commune de tracts avec des maoïstes, attitude conciliante et démagogique avec les militants trotskystes...

Ce genre de "concessions" ne peut amener qu'à brouiller les cartes dans le terrain révolutionnaire, déjà difficile à éclaircir, et à se laisser gagner par la pression de l'idéologie dominante.

LA GREVE DE MASSE

Les luttes ouvrières de Pologne, de par leur ampleur, leur dimension, leur unité, constituent l'événement le plus important depuis la vague révolutionnaire de 1917-23 et, par là même occasion, remettent à l'ordre du jour la question de la grève de masse et imposent aux révolutionnaire d'aborder à nouveau l'examen de cette arme fondamentale du prolétariat.

CE QU'EST VRAIMENT LA GREVE DE MASSE

● Avant d'aborder cette forme de lutte de la classe ouvrière, il est nécessaire de la différencier des conceptions des anarchistes ainsi que des syndicalistes et gauchistes.

Les anarchistes n'emploient pas les termes de grève de masse, mais plutôt de grève générale. La grève générale mise en avant dans le programme de Bakounine est le "levier" qui sert à déclencher la révolution sociale. Il suffit qu'à un jour "J", tous les ouvriers d'un pays ou du monde entier s'arrêtent de travailler, pour que le monde des oppresseurs chavire et qu'une société nouvelle se mette en place. Cette conception est totalement extérieure à la réalité. Il ne prend en compte aucun facteur matériel, aucune situation sociale déterminée. C'est une conception totalement abstraite, utopique, basée sur la bonne volonté des ouvriers, sans aucune lutte de la classe ouvrière.

La conception des syndicalistes en Allemagne, à l'époque où Rosa Luxembourg écrivait "Grève de masse, partis et syndicats", ou bien celle des gauchistes de nos jours, rejoignent d'une certaine façon la conception des anarchistes. Pour eux aussi la grève de masse est le déclencheur, est une arme qui permet de créer une situation. C'est davantage un facteur numérique, quantitatif qui entre en jeu, comme un débrayage massif pour donner du poids à une revendication, qu'un processus, un mouvement spontané au sein de la lutte de classe issu deconditions économique, politiques et sociales déterminées.

"Si le déclenchement des grèves dépendait de la "propagande" incendiaire des "romantiques de la révolution", ou des décisions secrètes ou publiques de comités directeurs, nous n'aurions eu jusqu'ici aucune grève de masse importante en Russie."
(Rosa Luxembourg "Grève de masse ..." Oeuvres I, Ed. Maspéro, p.99)

La révolution russe a mis fin pratiquement à cette conception et le mouvement en Pologne aujourd'hui est là pour nous le montrer après 50 années de contre-révolution. Comme l'écrit encore Rosa Luxembourg : *"La grève de masse n'est ni "fabriquée" artificiellement, ni "décidée" ou "propagée" dans un éther immatériel et abstrait, mais elle est un phénomène historique résultant à un certain moment d'une situation sociale à partir d'une nécessité historique"*. (ibid.)

LES CONCEPTIONS DES ANARCHISTES SYNDICALISTES ET GAUCHISTES

La grève de masse est un phénomène mouvant et ne suivant pas un schéma rigide et vide. Elle n'est pas un moyen inventé pour renforcer l'effet de la lutte prolétarienne, mais elle est le mouvement même de la masse prolétarienne dans des conditions historiques déterminées. C'est un mouvement spontané qui, par son extension, son auto-organisation, ses avancées, ses reculs, connaîtra une évolution, prendra une ampleur.
"C'est un océan de phénomènes éternellement nouveaux et fluctuants".

LA REVOLUTION DE 17 PUISE SES RACINES DANS LA GREVE DE MASSE DE 1905. L'HISTOIRE DE LA GREVE DE MASSE SE CONFOND AVEC CELLE DE LA REVOLUTION. 1905 - 1917 ; 1980 - ?

Comme on peut le voir en Russie à partir de 1905 ou en Pologne aujourd'hui, la grève de masse n'est pas un acte unique mais toute une période de lutte.

Toutes ces caractéristiques se retrouvent en 1905 en Russie, mais aussi dans les événements de Pologne, où l'on peut voir un mouvement partir sur des revendications économiques -revendications qui peuvent paraître banales au départ, telles que des augmentations de salaires ou des luttes contre la pénurie de nourriture , mouvement parti d'une ville précise ou même d'une usine, faire tâche d'huile, s'étendre à toute la Pologne, déstabiliser un Etat aux allures et à la lourdeur d'un tank et mobiliser la bourgeoisie mondiale contre lui. Il connaîtra des arrêts, même des reculs face aux promesses de la bourgeoisie, mais il reprendra avec autant d'ampleur, de force, dans d'autres usines ou dans les mêmes, par solidarité avec d'autres ouvriers en grève, ou parce que la bourgeoisie n'a pas tenu ses promesses.

Une des caractéristiques de la greve de masse c'est l'enchevêtrement des revendications économiques et politiques. L'un n'exclut pas l'autre, le mouvement ne s'oriente pas uniquement dans un sens. On peut voir la lutte politique et économique se développer en même temps, l'un dynamisant l'autre et vice versa. Même si à un moment donné, l'élément politique a plus d'importance que l'économique, cela n'exclut pas qu'à un autre moment, des luttes dures pour des revendications économiques ne ressurgissent et posent avec de nouvelles forces la question politique, c'est à dire la question des perspectives, à un niveau supérieur.

Comme l'écrit Rosa Luxembourg : *"La lutte économique présente une continuité, elle est le fil qui relie les différents noeuds politiques ; la lutte politique est une fécondation périodique préparant le sol aux luttes économiques."*

GREVE DE MASSE ET AUTO-ORGANISATION

Cet enchevêtrement de luttes politiques et économiques montre bien la vie du mouvement, sa force qui est loin de ressembler au schéma que nous laissent voir les sociaux-démocrates, anarchistes et gauchistes, et même les bordiguistes, schéma statique et vide de réalité.

Cette force se retrouve aussi dans l'auto-organisation de la classe. Au sein de la lutte naissent des comités de grève, des comités inter-entreprises qui permettent d'éviter l'isolement des luttes, avec des délégués élus et révocables en assemblée générale.
Cette auto-organisation traduit la capacité qu'a la classe ouvrière à s'organiser lorsqu'elle lutte. La grève de masse est un mouvement qui tend vers une unité consciente de la classe ouvrière.
Ce processus, de par leur expérience de lutte des années passées, les ouvriers polonais ont su le voir. La force du mouvement est la participation même des ouvriers, qui ne se replient pas derrière les bonzes syndicaux, derrière les professionnels de la négociation, c'est la volonté d'auto-organisation ; cet aspect essentiel de la lutte, les révolutionnaires doivent particulièrement le mettre en avant dans leur intervention.
Qu'une classe exploitée, dominée économiquement et idéologiquement, brimée et humiliée quotidiennement, prenne son destin et sa lutte en mains, l'organise et la dirige collectivement, constitue justement le premier acte révolutionnaire de la classe ouvrière.
Toute cette expérience de prise en main des luttes, l'auto-organisation, les ouvriers sauront s'en resservir quand le moment sera venu de reprendre la lutte. Et ce n'est que plus fort, plus conscient que le mouvement reprendra, tout en évitant les pièges tendus par la bourgeoisie avec toutes ses mystifications.

En tant qu'"océan de phénomènes", la grève de masse met en avant à certains moments les faiblesses des ouvriers, tout comme l'océan dans la tempête fait remonter des profondeurs des épaves, des déchets, etc, la grève de masse fait que les ouvriers poussent à bout leurs illusions, par exemple en Pologne la religion , le nationalisme. Mais le cadre de la grève de masse permet de dépasser ces faiblesses. Toutes ces mystifications ne tombent pas sur la tête de prolétaires atomisés, divisés, indifférents, mais dans une classe en mouvement qui saura *"railler impitoyablement ses faiblesses et ses erreurs"*.
Mettre en avant les avancées du mouvement pour éliminer ses faiblesses, c'est le rôle indispensable de l'organisation politique de la classe dans la grève de masse aujourd'hui. E.V.

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section en france du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● *Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.*

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● *La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.*

● *La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.*

● *Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.*

● *Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.*

● *A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.*

● *Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.*

● *Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.*

● *Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.*

● *Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".*

● *Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.*

● *NOTRE ACTIVITE*

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.